pas le plus grand admirateur de la Société, mais j'ai trouvé ce soir-là que son court documentaire était digne d'éloges. Il s'agissait d'une discussion plutôt sans cérémonie entre un groupe de portefeuillistes et des membres de la Bourse de Toronto. J'ai entendu des choses intéressantes au cours de cette émission. Ils demandaient pourquoi une si grande partie des fonds canadiens placés en bourse étaient investis dans des valeurs étrangères; pourquoi tant de nos grandes institutions financières, sociétés d'assurance, sociétés de fiducie, etc., investissaient à l'étranger l'argent de leurs clients. Je pense vraiment que ces gens ont à cœur l'intérêt de leurs clients et doivent donc considérer certains des facteurs que j'ai mentionnés au début de mes remarques. Ils doivent croire que ce genre d'investissement est plus sûr, que les investissements sous d'autres régimes seront plus rentables étant donné les mesures fiscales socialistes que le Livre blanc propose pour le pays. Ces facteurs doivent peser lourd dans la balance.

M. Comeau: Le député a parfaitement raison.

M. McCutcheon: Ceci dit, puis-je mentionner une autre considération qui, à mon avis, est beaucoup plus inquiétante pour un Canadien que les banales paroles patriotiques qu'on entend dans tout le Canada sur le rachat du patrimoine canadien.

Une voix: Ce ne sont que des platitudes!

M. McCutcheon: Le *Wall Street Journal* dit clairement que l'un des plus grands industriels du continent nord-américain, qui dirige une très vaste entreprise, possède seulement 7 p. 100 des actions à son nom; les autres membres de sa famille détiennent le reste à leur nom. Leurs avoirs réunis représentent 20 p. 100. Pourtant, personne à la Chambre ne peut dire que Henry Ford ne dirige pas la société Ford. Quand j'entends des platitudes sur la propriété, que les Canadiens doivent détenir 51 p. 100 des actions des sociétés, je pense que ceux qui parlent ainsi devraient ouvrir les yeux et voir comment les sociétés sont manipulées et dirigées.

Des voix: Bravo!

L'hon. M. Dinsdale: Bien parlé. Dites-le aux gens d'en face.

M. McCutcheon: Ceci dit, je dois prévenir le gouvernement d'un autre danger dont les répercussions me paraissent beaucoup plus sinistres et menaçantes que toute autre chose. Notre pays est en voie d'expansion; notre économie n'est pas stagnante comme c'est le cas de celles des nations industrialisées telle que la Grande-Bretagne. Nous progressons encore. Je m'inquiète moins des investissements étrangers au Canada que d'autre chose qui se passe dans le monde et qui, à mon humble avis, est beaucoup plus dangereux. Je veux parler de la quantité de renseignements qui sont emmagasinés dans les divers centres d'informatique situés à l'étranger. Je ne m'inquiète pas des investissements en soi; je m'inquiète de tous les renseignements sur les Canadiens et les affaires canadiennes qu'ont accumulés des sociétés et des compagnies d'informatique. Le monstre est bien plus dangereux que quelques dollars américains investis dans notre industrie.

[M. McCutcheon.]

L'hon. M. Dinsdale: Elles ont plus de renseignements qu'Information Canada.

M. McCutcheon: Exactement.

M. Thomas (Moncton): Ce n'est pas beaucoup.

M. McCutcheon: Voilà un domaine sur lequel le gouvernement devrait se pencher immédiatement.

● (4.30 p.m.)

M. Arnold Peters (Timiskaming): Monsieur l'Orateur, notre parti attendait depuis nombre d'années l'établissement de la Corporation de développement du Canada. Nous avons proposé la constitution d'une société de développement à laquelle le gouvernement pourrait s'intéresser. Nous constatons maintenant que le gouvernement libéral, comme il l'a souvent fait dans le passé, a abâtardi les mots Corporation de développement du Canada en présentant un projet de loi que nous ne pouvons pas appuyer. Nous ne devrions pas être trop étonnés, car la chose s'est produite en maintes occasions. On a souvent prétendu que nous étions un parti de libéraux impatients. Si tel est le cas, nous pouvons nous engager beaucoup plus profondément dans cette voie, avant que les Libéraux ne nous rattrapent. C'est sûrement vrai en l'occurrence.

Le ministre a déclaré qu'aucune assistance ne serait fournie à une compagnie dont la capitalisation serait inférieure à un million de dollars. Si la CDC ne vient pas en aide aux petites compagnies, l'assistance fournie sera analogue à celle qui était accordée dans le passé aux compagnies qui n'avaient pas besoin de mesures de ce genre. Si nous accordons des concessions fiscales à une grande corporation, et j'estime qu'une compagnie dont la capitalisation s'élève à un million est assez considérable, nous ne ferons rien à l'égard des industries que nous retrouverons dans de nombreuses régions du pays au cours des 20 prochaines années.

Plusieurs propositions bien intentionnées ont été mises de l'avant par le gouvernement pour résoudre les problèmes des régions sous-développées et désavantagées de notre pays. La plupart étaient du même genre que les propositions exposées par le ministre relativement à la Corporation de développement du Canada. Il y a eu érosion de l'économie canadienne à cause de la structure fiscale du gouvernement, du fait que nous n'avons pas d'impôt sur les gains de capitaux et parce qu'il est beaucoup plus facile pour une filiale d'une société américaine que pour une société canadienne de s'établir et de fonctionner efficacement avec un marché international. Cette érosion en est au point où elle touche 90 p. 100 de l'industrie pétrolière. Plusieurs députés se réjouissent de ce que la Home Oil soit une société canadienne. Pourtant, le public canadien n'investira pas 10 millions de dollars dans cette société dont l'actif dépasse 200 millions. Je connais bien son passif également. Le président de cette société représente probablement la majeure partie de ce passif.

Selon le ministre, la corporation ne pourra pas participer à des opérations de sauvetage du genre dont bon nombre de nos industries ont besoin. Le bill secondera les grosses compagnies qui n'ont pas besoin d'aide, tout comme elles sont secondées au moyen de prêts et d'assis-